

## Les dessous d'une manipulation médiatique mondiale



**C'est le premier entretien que vient d'accorder Son Excellence Alcide Djédjé, ministre des Affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire, à un média français après les récentes élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Il dénonce l'ingérence des Nations Unies, pilotées par la France et les Etats-Unis, dans la gestion d'un Etat souverain. Cet entretien exclusif a été diffusé lundi 13 décembre sur la radio Kernews. Nous en publions ci-dessous le texte avec quelques modifications liées à la retranscription d'un entretien oral en langage écrit. Compte tenu du caractère sensible de cette affaire, nous insistons sur le fait que seul l'enregistrement sonore reflète précisément les propos et le ton de Son Excellence Alcide Djédjé. Ce diplomate de formation qui a fait ses études en France, à Sciences Po, a notamment été représentant permanent de la Cote d'Ivoire à l'ONU. Homme de confiance du président Laurent Gbagbo, il a été nommé ministre des Affaires étrangères.**

Durée: 30 minutes. Pour écouter l'entretien avec M. Alcide Djédjé cliquez sur le bouton lecture: [{audio}/mp3/AlcideDjedje.mp3{/audio}](#)

**Kernews : *Que se passe-t-il en Côte d'Ivoire ? Pourquoi pensez-vous que Paris et Washington ont pris parti à ce point sur cette question de politique intérieure ivoirienne ? Pour vous, est-ce une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain ?***

**Alcide Djédjé :** Oui, il s'agit d'une ingérence grave dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire de la part de la France et des États-Unis. Cette ingérence s'est faite d'abord au Conseil de sécurité à New York, puisque le représentant des services extérieurs des Nations Unies a reçu des fortes pressions pour que le président de la Commission électorale indépendante, qui normalement siège de façon collégiale et par consensus, soit amené dans les locaux de l'ONUCI à Abidjan pour proclamer les résultats. Monsieur Choi a refusé et il m'a appelé à cet effet. C'est ainsi que le président de la Commission électorale indépendante, Monsieur Youssouf Bakayoko, a été amené à l'Hôtel du Golf, le QG de campagne de Monsieur Ouattara, devant la presse étrangère, dont France 24, pour proclamer de faux résultats. Au vu de ces résultats, on constate que le taux de participation passe de 70% à 81% : nous avons donc constaté que plus de 630 000 voix ont été rajoutées après la fermeture des bureaux de vote. Voilà ce qui se passe en Côte d'Ivoire et cela a été fait par la France et les États-Unis... L'ambassadeur de France et l'ambassadeur des États-Unis en Côte d'Ivoire sont très actifs et, la veille, le président Sarkozy avait envoyé un courrier au président de la Commission électorale indépendante pour lui demander de proclamer les résultats sur le champ. J'étais moi-même en face de militaires Français qui, à 22h40 le soir, tentaient de remettre le courrier au président de la Commission électorale indépendante. Cela nous a été signalé par les militaires ivoiriens. Je me suis rendu sur les lieux moi-même et j'ai appelé l'ambassadeur de France qui a demandé aux militaires de retourner au camp Licorne, ils semblaient très embarrassés. Ce sont ces instructions du président Sarkozy qui ont été exécutées le lendemain. Ensuite, le président Sarkozy, et aujourd'hui le président Wade, ont appelé le président Jonathan Goodluck pour orienter la décision de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Plus grave encore, l'ambassadeur américain à Abidjan, que j'ai reçu en mon bureau, connaissait la veille la position que l'Union africaine allait prendre. Donc, il s'agit non seulement d'une ingérence dans les affaires intérieures, mais d'une manipulation des institutions telles que la CEDEAO et l'Union Africaine pour que Alassane Ouattara soit déclaré président. Malheureusement pour eux, Monsieur Ouattara n'a aucune prise sur la réalité du terrain ici en Côte d'Ivoire. Donc, nous avons formé notre gouvernement parce que le président Gbagbo a été élu président de la République comme suite aux réclamations faites et aux décisions du Conseil Constitutionnel qui l'a proclamé vainqueur. Voilà comment les choses se présentent aujourd'hui à Abidjan.

***Excellence, vous nous avez rappelé cet état de fait : c'est-à-dire cette différence de voix,***

***l'écart entre la participation et le nombre de voix proclamé au moment de l'élection, avec près de 630 000 bulletins de vote en plus. En France, on disait ironiquement il y a quelques décennies, à l'époque où il y avait des bourrages d'urnes dans certaines banlieues, que l'on faisait voter les morts... Nous n'en sommes pas très loin, finalement...***

Oui, bien sûr, on voit bien que tout a été orchestré parce qu'ils voulaient absolument qu'il y ait cette proclamation illégale, hors délai, de la Commission électorale indépendante. Pendant que les trente autres membres de la Commission centrale attendaient au siège de la CEI, Monsieur Bakayoko a été kidnappé par l'ambassadeur de France et des États-Unis, encadré par des gendarmes des Forces nouvelles et l'ONU, pour aller proclamer des résultats et, plus grave, au QG de campagne de l'un des candidats. Ceci, sur une télévision française... Je ne comprends pas cet empressement et nous voyons aujourd'hui que c'était vraiment grossier. Cela apparaît comme quelque chose de surréaliste et une ingérence trop grossière, trop flagrante... J'ai dit à l'ambassadeur des États-Unis qu'il n'était pas subtil dans sa manière de faire. On peut avoir des préférences, mais il faut agir de façon subtile et responsable. On ne peut pas montrer de cette façon, faire comprendre que nos institutions sont inutiles, cinquante ans après notre indépendance, montrer que le Conseil Constitutionnel est inutile. Pourtant, toutes nos institutions sont calquées sur des institutions similaires en France et aux États-Unis. La validation par la Cour suprême des États-Unis de la première élection du président Bush participe à cette réalité. Personne d'autre, aucun autre Etat, n'a contesté la validation par la Cour suprême des États-Unis de l'élection de Monsieur Bush. En France, il y a eu des invalidations qui concernent Madame Ségolène Royal, je n'ai pas d'éléments précis là-dessus, mais le Conseil Constitutionnel joue ce rôle en France. Pourquoi, en Côte d'Ivoire, ce serait un représentant du secrétaire général des Nations Unies qui jouerait ce rôle ? Simplement, on pense qu'il faut toujours flouer notre souveraineté, on pense qu'il faut toujours nous écraser et cela, nous ne pouvons pas l'accepter. Nous avons formé notre gouvernement. Peut-être que l'on viendra nous écraser, nous chasser tous de Côte d'Ivoire, faire de la purification, pour qu'il y ait une Côte d'Ivoire conforme à la façon de penser de Monsieur Sarkozy et des autorités américaines. Nous restons sur notre position, nous sommes dans le droit, et nous ne pouvons pas accepter qu'un pays souverain membre des Nations Unies soit traité de la sorte par un fonctionnaire des États-Unis sur injonction de deux capitales, Paris et Washington.

***Les médias occidentaux nous expliquent qu'il y a une pression de la communauté internationale contre Laurent Gbagbo et son équipe. Que signifie la communauté internationale ? On a vu que la Russie a une position légèrement divergente, que la Chine ne partage pas cette position, ainsi que beaucoup d'autres pays. Cela signifie-t-il qu'il y aurait une communauté internationale médiatique, celle qui donne le la dans les médias internationaux, celle qui forge l'opinion publique mondiale et que seule cette communauté internationale médiatique compterait ?***

Vous avez raison. Dans cette affaire, la Russie a pris position très clairement. D'abord, il n'y a pas eu à New York de déclaration présidentielle, comme le souhaitait Susan Rice qui préside en ce moment le Conseil de sécurité pour les États-Unis. Il y a eu un communiqué de presse, qui n'a pas la même valeur... Et même le contenu de ce communiqué de presse a été discuté pendant plusieurs jours, ce qui est très rare, pour que finalement, suite à la manipulation qui a été faite par le président français à la réunion de la CEDEAO, la Russie, par principe, tout en n'étant pas d'accord sur le fond et en maintenant sa position sur la souveraineté de la Côte d'Ivoire - en disant que ce n'était pas le mandat des Nations Unies de scinder des comptes et de proclamer des résultats dans une élection présidentielle dans un Etat souverain - la Russie a laissé publier ce communiqué. Nous avons rencontré le représentant russe après et cela ne veut pas dire qu'elle était d'accord sur le fond. La Chine, également, a eu une attitude très claire. Le gouvernement chinois a fait un communiqué pour dire qu'il fallait laisser prévaloir le droit, respecter les institutions et aller au dialogue politique. C'est la teneur du communiqué de la Chine. Vous avez raison de dire que la Chine, la Russie, et même l'Afrique du Sud, car il y a une position qui n'était pas similaire à celle de la CEDEAO, ni à celle de l'Union Africaine... et également l'Angola, la Libye et la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD) sont très clairs là-dessus. Simplement, ce qui fait la différence, comme vous le dites, c'est le battage médiatique : c'est-à-dire, par médias interposés, faire croire que le président Gbagbo est isolé. Le « coup » a été fait, mais ils ne sont pas allés jusqu'au bout parce qu'ils s'attendaient à ce qu'à la proclamation des résultats provisoires, de façon illégale et rocambolesque, sur le terrain, la population sorte, dise que Laurent Gbagbo a perdu et demande son départ. Tout est resté calme parce que le président de la République a la Côte d'Ivoire pour lui et la Côte d'Ivoire avec lui. Il a l'armée, il a la police, il a la gendarmerie et la population de Côte d'Ivoire. C'est la réalité du terrain. Malgré les médias, il n'est pas facile de prendre un pays, sinon par la force. Tout ce qui leur reste à faire, c'est venir envahir la Côte d'Ivoire et installer Ouattara. Même après l'avoir fait, ils ne seront même pas sûrs que Monsieur Ouattara puisse gouverner. Donc, vous avez raison d'affirmer qu'il y a une espèce de campagne médiatique très forte orchestrée par deux capitales principalement, Paris et Washington, certains autres faisant du suivisme opportuniste.

***Vous avez évoqué certains Etats, j'ajoute que le nonce apostolique a rencontré le président Gbagbo en l'appelant ainsi : cela signifie-t-il que le Vatican reconnaisse aussi le président Gbagbo ?***

Oui. Bien qu'il n'ait pas encore fait de déclaration, le Vatican est très réservé sur ce qui se passe. Il y a des pays qui sont réservés et qui jouent leur rôle habituel de neutralité, tels que la Suisse. Ce que je veux vous dire - faites la différence entre le président Gbagbo et les puissances qui veulent imposer Monsieur Ouattara - c'est que nous voulons construire la paix en Côte d'Ivoire et eux veulent imposer quelqu'un au pouvoir en vue d'en profiter, étant donné qu'ils font partie de certains réseaux, des réseaux d'intérêts. Ils veulent intervenir dans les affaires de la Côte d'Ivoire, ils veulent mettre sous tutelle la Côte d'Ivoire pour pouvoir mieux saisir et exploiter nos richesses. C'est la différence entre eux et nous. Pour eux, peu importe le nombre de morts qui pourraient sortir d'un conflit tel qu'ils l'attisent actuellement. Ils sont

devenus des déstabilisateurs et ils ne sont plus des faiseurs de paix. Ils utilisent les Nations Unies pour déstabiliser la Côte d'Ivoire. Ce qui se passe est très grave. Les Nations Unies sont en train de déstabiliser un pays alors que le rôle des Nations Unies, sa charte, c'est d'être un faiseur de paix. C'est très, très grave.

Cela pose le problème de la gouvernance mondiale. Voilà des pays membres permanents du Conseil de sécurité à qui incombe une très lourde responsabilité pour ramener la paix dans le monde et, au contraire, ces pays utilisent les Nations Unies à leur profit pour des raisons d'intérêts. Peu importe pour eux ce qui peut se passer après. On voit bien que l'on nous a forcés à aller à des élections sans désarmement du Nord ! Pouvez-vous imaginer que l'on puisse organiser des élections dans une partie de la Côte d'Ivoire avec des rebelles armes au poing ? C'est ce qui s'est passé. En mars dernier, dans mon discours aux Nations Unies, j'étais ambassadeur à New York, moi-même et Monsieur Choi à l'époque avons demandé qu'il y ait réunification avant les élections. La France et les États-Unis nous ont dit non et nous ont demandé d'aller aux élections dans ces conditions. Je leur ai dit que pour eux les élections constituaient un dogme, alors que nous recherchons la paix et non pas des élections pour des élections. Aujourd'hui, nous avons le résultat : il y a eu élection et le pays est bloqué. C'est un échec pour la France et les États-Unis. Et la France et les États-Unis sont responsables de la situation actuelle en Côte d'Ivoire et du blocage actuel en Côte d'Ivoire. Ils n'ont pas la capacité de gérer correctement le monde. Il y a un problème de gouvernance qui se pose pour les puissances membres du Conseil de sécurité, notamment la France et les États-Unis, et qui entraîne des parties du monde dans l'impasse actuellement. Il est bien beau de parler de bonne gouvernance, mais la gouvernance mondiale est ingérable aujourd'hui. La France n'a pas de politique africaine actuellement. Elle procède par petits coups comme en Côte d'Ivoire, en utilisant certains réseaux, c'est bien dommage.

***Deux réflexions s'imposent de la conversation que nous venons d'avoir. D'abord, on a tenté d'organiser des élections dans un Etat souverain, alors qu'une partie du territoire de cet Etat souverain était encore contrôlée par des milices armées...***

Oui.

***Deuxième point, celui de la gouvernance mondiale, ce qui m'amène à une question plus personnelle : ce problème avait été soulevé au moment de la guerre en Irak, or***

### ***finalement rien n'a été fait depuis sept ans...***

Vous avez raison, rien n'a été fait depuis sept ans. Cela coïncide même avec le début de la crise ivoirienne qui a commencé en 2002. Vous vous souviendrez qu'au départ, les Nations Unies étaient chargées de régler le problème en Côte d'Ivoire et, au lieu de chercher à ramener la paix en Côte d'Ivoire, la France, après l'accord de Marcoussis, a fait endosser cet accord de Marcoussis par les Nations Unies et a toujours tenté de faire partir le président Gbagbo, au lieu de régler le problème de la paix et de la réconciliation en Côte d'Ivoire. Après, nous avons eu la signature de l'accord de Ouagadougou (APO). Nous avons espéré avoir, avec cette prise en main par les ivoiriens eux-mêmes et avec l'aide du président Compaoré, des élections après la réunification. C'est ce qui était prévu dans l'accord politique de Ouagadougou : les élections devaient avoir lieu deux mois après le désarmement et la réunification. Mais les Nations Unies, par l'intermédiaire de la France et des États-Unis, ont fait des pressions en disant que le président Gbagbo ne veut pas aller aux élections et qu'il est possible de faire les élections maintenant, etc... Comme à New York, c'est la France qui a l'initiative du projet de résolution sur la Côte d'Ivoire. Bien que récusés par le président Gbagbo, ils ont continué et imposé que les élections aient lieu même avant le désarmement au nord et avant la réunification. Voilà, en manipulant les Nations Unies, la CEDAO et l'Union africaine ont abouti à un échec total sur le cas de la Côte d'Ivoire et cela pose le problème de la gouvernance mondiale. Il n'y a pas d'objectif, il n'y a pas d'idéal de paix, mais il n'y a que les réseaux d'intérêts qui comptent et cela aboutit à ce que l'on voit aujourd'hui en Côte d'Ivoire, c'est-à-dire un pays bloqué par la faute des États-Unis et de la France. Ils méprisent les institutions dont la Côte d'Ivoire s'est dotée et qu'elle a calquées sur des institutions similaires en France et aux États-Unis, et qui ont déjà statué dans des cas précis, comme l'élection de Monsieur Bush face à Monsieur Al Gore, pour laquelle personne n'a rien eu à redire dans le monde puisqu'il s'agissait d'une question de souveraineté. Mais lorsqu'il s'agit de la Côte d'Ivoire, puisque c'est un petit pays, peut-être pensent-ils que le président Gbagbo n'est pas de leur réseau ? Peut-être pensent-ils qu'il faut le faire partir et bafouer d'une façon grossière les grands principes qui régissent le monde, c'est-à-dire la souveraineté des États et les grands principes qui disent que les peuples doivent disposer d'eux-mêmes ? Il est complètement scandaleux que le président Sarkozy, les ambassadeurs de France et des États-Unis, interviennent d'une façon aussi peu subtile, aussi peu fine, dans les institutions d'un pays souverain. À l'heure où je vous parle, l'ambassadeur des États-Unis cherche directement à rencontrer le directeur général de la télévision (RTI) et d'autres directeurs généraux. Il ne passe plus par les canaux traditionnels diplomatiques, c'est-à-dire les ministres concernés ou le ministre des Affaires étrangères. Il agit comme sur un territoire qui n'a pas de maître et nous sommes en pleine recolonisation, cinquante ans après l'indépendance.

***Dans un territoire qui a un maître, en d'autres temps, on appellerait cela un acte de guerre...***

Oui, c'est un acte de guerre. Étant donné que nous n'avons pas d'outrage, il y a certaines choses qui sont tolérées... pour l'instant.

***Pour avoir des clefs de compréhension sur ce qui pourrait, peut-être, se passer dans quelques jours : on lit sur Internet certains messages expliquant que vos opposants pourraient envoyer des bataillons d'enfants au premier rang avec, derrière, les forces rebelles armées, pour éventuellement créer la pagaille dans Abidjan et forcer l'armée à réagir devant les caméras de télévision pour montrer à l'opinion publique mondiale que l'armée du président Gbagbo s'attaque à des enfants... Que pensez-vous de cela ?***

Nous sommes sur le terrain, je ne crois pas qu'ils puissent en arriver là. S'ils en arrivaient là, vous êtes là pour juger, cette affaire fait déjà le tour du monde. Vouloir mettre les enfants en tête pour ensuite accuser l'armée ivoirienne, qu'ils en prennent la responsabilité. De notre côté, nous ferons tout pour qu'ils n'en arrivent pas là. Ce ne sont pas des méthodes classiques de lutte pour le pouvoir.

***Enfin, Paul Collier, professeur à l'université d'Oxford, souligne que l'Occident estime que son modèle de démocratie peut être dupliqué dans d'autres territoires qui n'ont pas toujours la même culture ou la même problématique de population. Or, il considère que l'on continue de se tromper. Cette crise ne révèle-t-elle pas ce problème ?***

Oui, on aurait même pu l'accepter et nous l'acceptons en tant que tel. Mais quand on fonctionne au gré de ses intérêts, on bafoue ce modèle occidental. L'exemple de la Côte d'Ivoire est clair et net. Il y a des institutions, la Commission électorale siège de façon collégiale et par consensus, mais ceux qui prônent le modèle démocratique se mettent hors la loi quand le fonctionnement des institutions ne les arrange plus. Ils emmènent le président de la Commission électorale indépendante dans le QG de campagne d'un des candidats. C'est incroyable ! C'est la première fois au monde que cela arrive ! Ensuite, on conteste l'arbitrage du Conseil Constitutionnel, alors que dans leur propre démocratie c'est ce qui s'est fait. Même en acceptant leur modèle, ils agissent au gré de leurs intérêts. Finalement, ils n'ont pas d'idéal et de modèle. L'opinion publique est très forte dans leur pays et ils sont donc obligés de respecter le modèle démocratique dans leur pays. Mais dans les pays les plus faibles, je crois que leur modèle est finalement la dictature. C'est pourquoi je pose le problème de la gouvernance mondiale qui est complètement à la dérive aujourd'hui, par la faute des États-Unis et de la France, dans le cas de la Côte d'Ivoire.

**Propos recueillis par Yannick Urrien.**